

*Initiatives ministérielles*

Bien que les résultats financiers aient tenu une place importante dans notre plan d'action, nous continuons d'apporter des changements notables pour améliorer le fonctionnement de l'économie.

• (1010)

Le document de 1984 contenait la première déclaration officielle de l'intention du gouvernement de déterminer si les sociétés d'État permettent encore de réaliser la politique publique. Bien qu'il précisait que chaque société a été créée pour promouvoir une politique qui semblait alors importante, nous avons dû nous demander si c'était encore le cas et s'il fallait dissoudre la société. Il indiquait aussi que certaines sociétés ont une vocation entièrement commerciale et qu'il était normal de considérer si la régie publique était la formule qui servait le mieux les intérêts de la société ou du pays.

Le document exposait l'approche gestionnelle du gouvernement qui était axée sur la discipline et l'efficacité financières. Il indiquait que les sociétés doivent établir de nouvelles règles afin de gérer convenablement les finances et viser des résultats financiers au lieu de se distinguer par leur inefficacité et leur déficit énorme.

Je constate avec plaisir que nous avons fait des progrès notables depuis 1984.

Il s'est opéré une rationalisation manifeste du portefeuille des sociétés d'État. Le nombre des sociétés mères a baissé pendant les six dernières années en raison de la vente totale ou partielle de dix-huit sociétés et la dissolution de huit entités, ce qui représente une cession de plus de 5 milliards de dollars d'actifs au secteur privé.

Le programme de privatisation est une autre mesure heureuse que nous avons prise pour freiner les dépenses publiques, réduire les déficits annuels et maîtriser la croissance de la dette. La situation financière d'Air Canada et de Téléglobe était saine puisqu'elle a attiré les investisseurs privés. La vente de Canadair à Bombardier a permis à la société de profiter de l'expertise de l'un des premiers constructeurs d'avions au monde et d'étendre sa ligne de produits aux avions pour les services régionaux.

Je constate aussi le succès éclatant de quelques-unes de nos mesures, notamment l'amélioration du bilan du CN—la dette à long terme est passée de 3,50 milliards en 1986 à 2 milliards en 1989; l'accroissement de la productivité de la Société canadienne des postes; la Société est devenue rentable en 1988–1989 et déclare un bénéfice d'exploitation de 96 millions en 1988–1989 et de 149 millions en 1989–1990. Comparez ces chiffres, madame la Présidente à une perte d'exploitation de 395 millions en 1984–1985; et on évalue que la SCHL, grâce à son Système compétitif de renouvellement du financement, établi en 1988, épargnera la somme de 54 millions de dollars d'ici 1992 en réduisant au minimum les taux d'intérêt payés par les promoteurs de logements sociaux.

L'effectif global des sociétés a été ramené de 200 000 personnes en 1984 à 140 000 en 1989. Même si plus de la moitié de la réduction est due à la privatisation de sociétés, une partie très importante est imputable à l'accroissement de la productivité des sociétés comprises dans notre portefeuille. La dotation budgétaire des sociétés en 1988–1989 a été inférieure à 5 milliards de dollars et a baissé en termes réels de 9 p. 100 par rapport à 1984–1985 et les dettes des sociétés ont baissé de 12 p. 100 en termes réels pendant la même période.

Nous avons également pris d'autres mesures concrètes. La réduction de la dotation budgétaire de Via Rail est venue tard, mais s'imposait pour offrir aux Canadiens un service ferroviaire abordable avant tout. La dotation budgétaire de Marine Atlantic a été réduite de 36 millions en 1984–1985. Les usines d'eau lourde de Glace Bay et de Port Hawkesbury (Nouvelle-Écosse) ont été fermées parce qu'Énergie atomique du Canada Limitée fabriquait un produit dont personne ne voulait. Cependant, le gouvernement a conclu récemment un accord de financement conjoint avec des services d'électricité provinciaux pour revitaliser le programme de R-D d'EACL; la société procède à la restructuration de ses activités commerciales pour les rendre viables à long terme. Il est évident que tous les pays misent davantage sur les forces du marché comme le prouvent la croissance spectaculaire des pays récemment industrialisés de la région du Pacifique et l'union commerciale des pays de la Communauté européenne prévue en 1992, de même que les événe-